

**Syrie - Réponse de Mme Nathalie  
Loiseau, ministre chargée des  
affaires européennes, à une question  
d'actualité au gouvernement à  
l'Assemblée nationale  
(Paris, 20 décembre 2017)**

(Question sur la situation en Syrie)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

La guerre en Syrie, vous l'avez dit, c'est six années avec plus de 460.000 victimes. Aujourd'hui, la campagne contre Daech, qui est notre priorité absolue, est en passe de se terminer. Les forces françaises y ont pris toutes leurs parts. Raqqa, d'où les attentats contre la France avaient été préparés, a été prise. C'est la fin de Daech sous sa forme territoriale. Même si nous le savons la menace terroriste demeure pour la France.

La Syrie c'est aussi une situation d'urgence humanitaire. 40.000 personnes vivent dans des zones assiégées. Je salue l'adoption hier par le conseil de sécurité de la résolution 2393 qui autorise l'acheminement de l'aide humanitaire à toutes les populations syriennes qui en ont besoin.

J'en viens à l'attitude à adopter envers Bachar al-Assad. Il est clair qu'il n'y aura pas de victoires durables contre le terrorisme sans solution politique. Vous l'avez dit le processus de Genève est bloqué pour l'instant et il l'est du fait de l'obstruction exercée par le régime.

Pour autant, nous devons travailler avec nos partenaires à un processus politique dans lequel les représentants de Bachar al-Assad seront nécessairement présents de même que l'opposition. Ceux qui, en 2012, disaient que nous n'avions pas besoin de parler avec les représentants de Bachar al-Assad parce qu'il sera tombé dans trois semaines, que nous disent-ils aujourd'hui cinq ans plus tard ?

Il revient aux soutiens extérieurs du régime, en particulier à la Russie, d'amener le régime à la négociation. Ce qu'il faut c'est une perspective politique crédible c'est-à-dire une transition, des élections, une constitution, un transfert des pouvoirs et naturellement la fin de l'impunité./.

